

Orléans, le 19 décembre 2008



Région Centre

CONSEIL RÉGIONAL

GROUPE COMMUNISTE

6, rue Jeanne d'Arc
45000 ORLEANS

« contrat de performance énergétique : présentation des résultats de l'évaluation, lancement de la procédure »

Intervention de Jean-Michel Bodin

Monsieur le Président,
Chers collègues,

C'est un sujet sur lequel j'aurais tendance à vouloir découpler. Tout d'abord sur la question PPP. C'est un sujet qui nous concerne tous évidemment quelque soient d'ailleurs les dimensions des lieux et des domaines concernés. J'ai, je ne suis pas le seul d'ailleurs, quelques interrogations sur ce qu'on nous présente aujourd'hui comme la solution, non pas à toutes nos difficultés, pour ne pas être excessif, mais la solution aux problèmes rencontrés pas les collectivités.

On nous explique en gros, et c'est toute la dimension idéologique de ce sujet, que les collectivités aujourd'hui n'ont plus les moyens d'assumer leurs responsabilités. Il faudrait donc, ce serait la solution à tous les problèmes, déléguer les compétences que sont les nôtres, dévolues par la loi, et considérer qu'il y a des responsabilités que nous ne pouvons ou que nous ne pourrions plus assumer.

Tout ça pour, je crois petit à petit, faire cheminer l'idée qu'après tout la marchandisation doit pénétrer tous les domaines de l'activité publique et que, pourquoi pas demain, en étant un tout petit peu excessif et je m'en excuse, confier la gestion de l'école à une structure privée.

Deuxièmement, sur la question économique, on l'a dit souvent ici, les collectivités sont dans une tenaille dans laquelle nous avons bien du mal à sortir, beaucoup de vœux et d'expressions y compris de vous-même Monsieur le Président sur ce sujet, et qui nous met dans une situation difficile.

Alors, nous avons deux possibilités, soit de considérer ma foi qu'on n'y peut rien, que c'est comme ça, on ne sait pas qui décide de ces choses là mais il n'y a plus d'argent pour la dépense publique, c'était à de nombreuses reprises l'expression du Président de la République, « il faudrait être moderne », nous dit-il, et la modernité c'est évidemment de rentrer dans le marché, régissant tous les enjeux et devant être grosso modo le point par lequel toute les politiques devraient passer. Je ne partage pas cet avis là, bien évidemment, et je ne suis pas tout seul, y compris du point de vue des sensibilités politiques dans ce pays.

Je n'en suis pas persuadé d'autant qu'il y a un certain nombre d'expériences qui sont faites

aujourd'hui dans un certain nombre de pays d'Europe qui ne sont pas pointées comme extrêmement positives quant à ce que devrait être le résultat final, c'est-à-dire un gain, une efficacité supérieure pour les politiques publiques. Je ne vais pas rentrer dans le détail de cela.

D'ailleurs, le Conseil Constitutionnel est, quand on parle du Conseil Constitutionnel c'est toujours quelque chose d'important, est pour le moins « réservé » sur ces politiques PPP et il a tenu à les circonscrire à quelques domaines et à en exclure de nombreux. Donc, par exemple, je cite le Conseil Constitutionnel, sans évoquer les critères du bilan financier, indique que « *la généralisation de telles dérogations* » à la commande publique serait susceptible de nuire « *à l'égalité devant la commande publique* » et rappelle que ce critère doit être limité par l'exigence du « *bon usage des deniers publics* » qui a « *valeur constitutionnelle* ». Donc, cet aspect économique n'est pas négligeable et je crois que ce soit sur ce sujet et comme bien d'autres.

Je prends par exemple un sujet qui nous importe un petit peu en région Centre et particulièrement dans notre département d'Indre et Loire, avec la LGV SEA, Ligne à Grande Vitesse Sud Europe Atlantique, où le gouvernement a décidé de confier la réalisation et l'exploitation de cette infrastructure à un groupe privé.

L'argument est toujours le même, l'État n'a pas d'argent, comme c'est bizarre, puisque la ligne LGV SEA, c'est de mémoire 18 milliards, et que d'un seul coup, Nicolas Sarkozy a trouvé quelques centaines de milliards pour sauver les banques. Il faudra que l'on m'explique où est le mystère.

Et donc on nous dit, ce n'est pas possible de mobiliser les finances publiques là-dessus, y compris les coopérations financières, y compris la Caisse des Dépôts et Consignations, y compris les Fonds Européens, mais par contre, pour les banques, il n'y a pas de problème.

Donc, il y a une posture, politique, idéologique, financière sur ce sujet. J'ai demandé à plusieurs reprises, par exemple, concernant la LGV SEA aux différents ministres de Perben à Bussereau, pour qu'ils nous mettent sur la table tous les moyens financiers pour que les citoyens, pour que nous puissions comparer réellement. J'attends encore, nous attendons encore la démonstration que le PPP est l'outil majeur d'aménagement du territoire. J'ai vraiment non seulement quelques doutes, et je commence à avoir quelques assurances pour considérer que ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Alors, sur le sujet évidemment qui nous importe puisqu'il n'est pas en dehors de tout ça, j'ai tendance à dire que la volonté de la Région, avec ce que vous avez exprimé Monsieur le Président, et l'ensemble des critères que vous avez exprimés, rejoignent nos préoccupations, pour faire en sorte que cette expérience ne soit qu'une expérience. Et que dans tout les cas comme nous essayons comme beaucoup ici d'être constructifs, nous voulons l'être ici, et d'aller au bout de cette expérimentation, que nous ayons toutes et tous ici, la possibilité de comparer l'ensemble des données et de nous donner la possibilité à nous d'expertiser ces données. C'est à dire que nous essayons de conquérir notre droit à définir une position le plus objectivement possible au regard des enjeux qui nous sont posés.

En même temps, il s'agit d'un sujet compliqué parce qu'il touche aussi aux hommes et aux femmes qui sont dans les lycées, et je ne suis pas persuadé aujourd'hui, j'ai plutôt la conviction inverse, qu'avec cette expérience forcément l'issue sera de poursuivre et de renforcer. Ce que nous souhaitons avec mes amis du groupe communiste, c'est que, pendant ce temps d'expérimentation, nous nous donnions aussi les moyens et les outils pour valider ce que pourrait être une démarche de prise de responsabilité sur ces enjeux là à l'intérieur de notre collectivité, en examinant l'ensemble des dispositifs que cela mériterait de mettre en place, financiers, humains, des savoirs-faire et au bout de cette expérience d'avoir un choix grosso modo. Nous pouvons poursuivre ou nous ne pouvons pas, mais un choix au regard des outils et des possibilités que l'on va se donner de pouvoir apprécier la capacité que pourrait avoir la collectivité régionale de prendre en main cette objectif là.

Et après tout, je ne suis pas dans une situation à considérer que les choses sont définitives et dites, que notre collectivité décide de se donner les moyens d'appréhender cette question là de la prendre en main et de la garder dans la sphère publique dans sa totalité.

La démarche Monsieur le Président est très claire pour notre part, vigilance, cela ne veut pas dire malhonnêteté vis à vis de qui que ce soit, et procès d'intention, ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

Tous les éléments sur la table et en même temps c'est ce que nous souhaitons, Monsieur le Président, c'est que nous, je le répète, dans ce temps là, nous ne nous mettions pas dans une situation d'attente mais que l'on travaille aussi la possibilité pour nous, mais il faudra bien la construire mois après mois avec l'ensemble des dispositifs ce que cela veut dire, la possibilité pour nous, de reprendre pour ce qui concerne le champ qui est fixé dans ce rapport, les 18 lycées et le bâtiment, et à la fois d'appréhender la totalité des réalités.

Voilà Monsieur le Président ce que je voulais vous dire au nom du groupe des élus communistes.

Constructifs, on va au bout, transparence totale et puis aussi des rapports d'étapes qui nous permettront effectivement de pouvoir appréhender et confrontation avec d'autres secteurs puisque nous ne sommes pas évidemment la seule région où se construisent ce type de partenariats.